

Mobilisation autour de l'avenir du lycée Bossuet

La remise en cause de l'ouverture d'une classe de première STD2A en 2021 s'ajoute aux nombreuses restrictions qui appauvrissent l'offre des formations



Mobilisation autour de l'avenir du lycée Bossuet

L'avenir des élèves du lycée de Condom est menacé. Depuis deux ans, le lycée Bossuet subit une réduction constante de sa carte de formation : fermeture de la filière STI2D, disparition d'options facultatives, suppressions de postes d'enseignants. Nous avons déjà, non sans douleur, subi la disparition de l'Allemand en LVC (troisième langue), qui n'est plus présent sur le département.

Cette année le rectorat revient sur son engagement d'ouverture de la filière STD2A (Sciences et Technologies du Design et des Arts Appliqués) qui devait enrichir et compléter l'identité artistique, marque de l'établissement. La baisse des moyens alloués est cette année de l'ordre de 3 postes et demi, sur 35 postes d'enseignants, soit 10 %. Elle pourrait entraîner la suppression d'un enseignement de spécialité rare, Musique, et à court terme celle de postes administratifs, de vie scolaire, d'agents territoriaux...

Deux conséquences à cela :

D'abord, l'offre de formation mise à disposition des élèves du secteur et du département s'appauvrit, ce qui réduit l'attractivité du lycée. Dans une région rurale, enclavée, l'accès à la culture est fondamental pour garantir l'égalité des élèves à l'échelle du territoire. La Musique, par exemple, si elle ferme à Mirande et à Condom, ne sera plus présente dans le Gers. Qui seront les prochains ? Les lycéens gersois pourront-ils encore longtemps faire du Grec, du Latin, des Arts plastiques, etc. ? Tout ceci s'inscrit dans une tendance inquiétante, alors que dans le même temps le Ministère de l'Éducation Nationale veut offrir plus de chances aux élèves des territoires ruraux d'accéder à l'enseignement supérieur. Jean-Michel Blanquer ne dit-il pas vouloir réduire la fracture entre les territoires ruraux et urbains ?

L'identité de l'établissement, patiemment construite par les équipes pédagogiques et le travail des élèves pendant des années, serait définitivement effacée alors même que l'EAC (Éducation Artistique et Culturelle) est censée être généralisée. Or, elle est notamment portée par des partenariats riches avec les divers acteurs culturels et artistiques du département. La remise en cause de l'ouverture d'une classe de première STD2A en 2021, qui devait faire suite à la création de l'option Création & Culture Design en seconde en 2020, priverait les élèves de tout espoir d'obtenir l'orientation qu'ils ont choisie au lycée Bossuet. Que vont-ils faire ? Une poursuite d'étude nécessiterait d'aller à Tarbes ou Toulouse... sous réserve de places. On donne de la sorte aux élèves et à leur famille le sentiment d'avoir été leurrés par une offre ne débouchant finalement sur aucune formation locale.

En résumé, ces décisions condamnent des élèves à abandonner leur projet d'orientation.

Par ailleurs, la décision prématurée de supprimer des moyens alloués à l'établissement ne laisse aucune chance à la réforme de produire les bénéfices qu'elle laissait espérer. Cette réforme laissait entendre que les élèves pourraient choisir leur propre voie de formation, construire des parcours personnalisés, or la pression budgétaire sur les moyens amène de fait à supprimer des enseignements, à uniformiser et finalement, à restreindre l'offre de formation.

Il est nécessaire de laisser du temps, pour que puisse s'installer une dynamique nouvelle.

Ensuite, plus largement, cette diminution des moyens signe le déclin du lycée Bossuet. Moins de filières, moins de choix, moins d'élèves. C'est un cercle vicieux. Moins d'élèves, moins de classes, moins de moyens. Moins de surveillants. Moins d'encadrement. Moins d'agents de la Région pour assurer au quotidien les essentiels, cantine, ménage et entretien, et ainsi de suite. À terme, ce sont les conditions et la qualité de l'enseignement qui sont singulièrement dégradées.

L'équipe enseignante du lycée Bossuet